

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL  
DE BOGOTÁ

N°29 – 22 juillet 2021.

### En bref

Le lundi 19 juillet, le Jury national des élections (JNE) a proclamé Pedro Castillo comme Président du Pérou, 43 jours après le second tour du scrutin. En effet, un nombre élevé de recours en nullité présentés par l'équipe de la candidate concurrente Keiko Fujimori a retardé l'annonce officielle. M. Castillo l'a finalement emporté avec 50,126 % des suffrages et quelques 44.000 voix d'écart par rapport à la candidate de « *Fuerza Popular* ». Les différentes missions d'observation électorale dont celle de l'OEA ont salué le déroulement du scrutin et le rôle des autorités électorales tandis que Pedro Castillo recevait les salutations des chefs d'Etat de la région. Dans son premier discours en tant que président élu, M. Castillo a appelé à l'unité du pays et a tendu la main vers les autres forces politiques, exhortant les techniciens et experts de tous les partis à « *apporter leur expérience* » au gouvernement, « *en toute loyauté, dignité et transparence* ». Il a assuré « *ne garder aucune rancœur* » et a appelé Keiko Fujimori à « *ne plus mettre de barrières sur la route de sortie de crise du pays* ». La passation de pouvoirs aura lieu le 28 juillet, soit le jour de la fête nationale et du bicentenaire de la République du Pérou.

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 43 JOURS

C'est le temps qui s'est écoulé entre le second tour du scrutin présidentiel au Pérou et l'annonce du candidat élu.

## BOLIVIE

### Le Recensement national sera réalisé en 2022.

Alors que le gouvernement avait annoncé en avril que le Recensement de la Population et du Logement serait reporté à 2024, il a fait marche arrière et annoncé que celui-ci démarrerait en novembre 2022, conformément à la pratique internationale consistant à effectuer un recensement tous les 10 ans. Déclarée comme

« *priorité nationale* », cette opération est actuellement en discussion avec la Banque mondiale qui devrait contribuer à son financement. Le nouveau calendrier est soutenu par les élus locaux qui avaient critiqué la décision de report, en particulier les maires de communes très peuplées comme El Alto et Santa Cruz. En effet, les aides sociales et les budgets des collectivités sont calculés en fonction de la taille de leur population.



## COLOMBIE

### Le gouvernement a présenté le nouveau projet de réforme fiscale au Congrès.

Le gouvernement a officiellement présenté mardi 20 juillet au Congrès un nouveau projet de réforme fiscale pour lever 3,9 Mds USD, après l'échec du premier déposé le 28 avril qui avait déclenché de fortes manifestations dans tout le pays. Le projet, dit « *loi sur l'investissement social* », fera peser aux deux tiers la charge sur le secteur privé, le dernier tiers étant couvert par des coupes dans le fonctionnement étatique et par la lutte contre l'évasion fiscale. Le principal levier de la nouvelle version est une hausse du taux d'imposition des sociétés, qui passera de 31 % à 35 % dès 2022, ce qui permettra de lever 1,7 Md USD. Par ailleurs, le gouvernement espère obtenir 1 Md USD supplémentaire en modifiant les règles de paiement de l'impôt sur l'industrie et le commerce (ICA). Jusqu'à présent, les entreprises peuvent déduire 100 % de leurs paiements d'ICA de leur facture d'impôt sur le revenu, alors qu'elles ne pourront plus en déduire que 50 % dès l'an prochain. Enfin, la surtaxe temporaire de 3 points de pourcentage de l'impôt sur les sociétés pour le secteur financier sera maintenue jusqu'en 2025 et générera une collecte de 109,2 MUSD annuelle.

### La Colombie compte 110 projets d'investissements étrangers au premier semestre.

Entre janvier et juin 2021, 110 projets sont arrivés dans le pays avec de nouveaux investissements et réinvestissements dont les montants s'élèvent à 6,9 Mds USD, un chiffre qui représente 22 % de plus que celui enregistré au cours de la même

période de 2020, lorsque 103 initiatives sont arrivées pour 5,6 Mds USD. Plus en détail, 59 % des projets correspondent à de nouveaux investissements et 41 % à des réinvestissements d'entreprises déjà établies dans le pays, principalement dans les secteurs suivants : les infrastructures, les énergies renouvelables, les logiciels et l'informatique et le tourisme. Les projets proviennent de 28 pays, dont les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, le Chili, la Chine, la Corée du Sud, la France, le Mexique. Avec le démarrage et le développement de ces initiatives, les investisseurs estiment la création de plus de 90.400 nouveaux emplois.

### Telefonica vend une participation majoritaire dans son réseau de fibre optique en Colombie.

L'entreprise espagnole Telefonica prévoit de réduire sa dette de 200 MEUR après la vente d'une participation majoritaire dans son réseau de fibre optique en Colombie au fonds de rachat KKR. KKR a l'intention d'étendre la couverture à 4,3 millions de foyers dans le pays d'ici 2024, contre 1,2 million actuellement.

## EQUATEUR

### Fitch confirme la note B- de l'Équateur, mais améliore la perspective.

L'agence de notation Fitch a ratifié aujourd'hui la note de risque de l'Équateur à B-, mais avec une possibilité d'amélioration. Selon le cabinet, un éventuel ajustement dépendra du degré d'exécution du plan économique du



gouvernement. En septembre 2020, le cabinet avait relevé la note de l'Équateur de "défaut restreint" à B-, à la suite de la renégociation des obligations extérieures. Quatre facteurs expliquent l'amélioration récente des perspectives : un faible risque de défaut de paiement de la dette à court terme, un plan de politique économique à moyen terme, le soutien du FMI et des progrès au niveau macroéconomique ainsi qu'un plan de réforme structurelle.

### Les subventions sur les carburants importés sont en baisse.

L'État équatorien a versé 599 MUSD de subventions aux carburants importés entre mai 2020 et mai 2021, selon les chiffres de la Banque centrale de l'Équateur (BCE). Au cours de cette période, l'État a importé du naphte, du diesel et du gaz de pétrole liquéfié (GPL) pour 2,87 Mds USD et a vendu du carburant sur le marché intérieur pour 2,2 Mds USD. Selon l'agence, ce montant est inférieur à ce qui a été payé au cours des treize mois précédents (avril 2019 - avril 2020) pour les subventions sur les carburants importés : 1,174 Md USD. Ceci, en tenant compte du fait qu'au cours de cette période, les carburants ont été achetés pour un montant de 3,9 Mds USD et que les revenus de la vente ont été perçus pour un total de 2,7 Mds USD. Le système de tranches de prix des carburants, entré en vigueur en mai 2020, la baisse du prix du pétrole brut (surtout en 2020), ainsi que la baisse du volume consommé en raison de la pandémie ont conduit à la réduction du montant des subventions.

## PEROU

### Les marchés attendent désormais que le gouvernement précise son cap économique.

L'incertitude politique liée au processus électoral du 1<sup>er</sup> semestre 2021 aura eu un impact négatif sur la confiance des agents dans l'économie, par ailleurs fragilisée par la crise du Covid-19. Alors que la monnaie était perçue comme stable, elle s'est dépréciée de 20 % par rapport au dollar depuis décembre 2019 (et de 9,9 % depuis décembre 2020), malgré les 11 Mds USD (5,4 % du PIB) en instruments financiers utilisés par la Banque centrale pour minimiser la baisse. La banque BBVA estime que le dollar pourrait se maintenir autour de 4 PEN (il est actuellement à 3,94 PEN) tant qu'il n'y a pas de clarté sur la politique économique du nouveau gouvernement. D'autre part, l'inflation sur l'année mobile juillet 2020-juin 2021 atteint 3,5 %, au-dessus de la cible que la Banque centrale se fixe (1 à 3 %), même si celle-ci souligne qu'il s'agit d'un phénomène temporaire et mondial, lié à une progression de la demande mondiale plus rapide qu'anticipée. Selon le journal *El País*, 14 Mds USD (6 % du PIB) sont sortis du Pérou ces derniers mois.

### Le Congrès péruvien ratifie l'accord de Partenariat Trans-pacifique (CPTPP).

Avec 97 voix « pour » (sur un total 130), le Congrès a ratifié le 14 juillet dernier l'accord dit CPTPP avec 11 économies de l'Asie-Pacifique, dont le Brunei, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande et le Vietnam avec lesquels le Pérou n'avait pas encore signé d'accord commercial. Cet accord offre au Pérou l'accès à un marché de 502 M de



consommateurs, représentant 13,5 % du PIB mondial et 14,5 % des échanges internationaux. Selon la ministre du Commerce extérieur Claudia Cornejo, cette intégration sera particulièrement bénéfique aux PME des secteurs agricole, textile et manufacturier qui profiteront du mécanisme de cumul diagonal d'origine (qui permet d'importer des intrants sans droit de douane) pour améliorer leur compétitivité.

## VENEZUELA

### Le Venezuela importe du condensat pour stimuler le mélange de pétrole.

L'entreprise publique pétrolière vénézuélienne PdVSA a commencé à décharger cette semaine 620.000 barils de pétrole brut condensé importé dans le plus grand port pétrolier du pays afin de stimuler les opérations de mélange. Le Venezuela n'avait pas importé de condensat – un mélange d'hydrocarbures liquides légers qui sert à diluer le pétrole brut extra lourd - depuis septembre, lorsqu'il a reçu une cargaison de 2,1 M de barils de l'Iran.

### Le différend sur les tonnes d'or bloquées à la Bank of England n'a finalement pas été réglé.

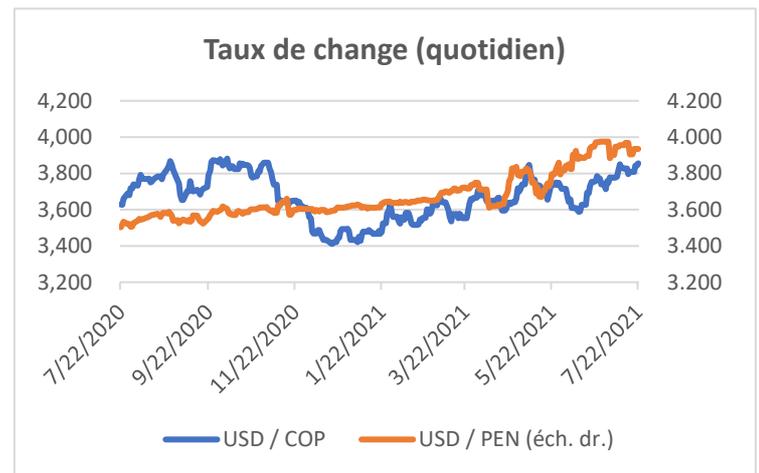
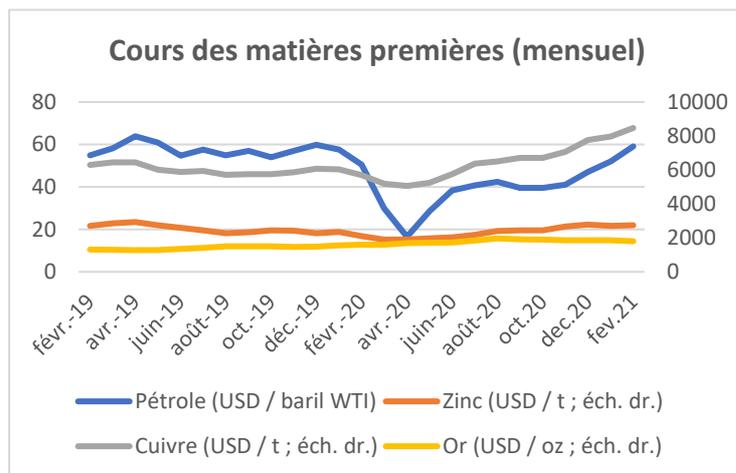
Les équipes juridiques représentant Nicolas Maduro et Juan Guaidó se sont rendues en début de semaine à la Cour suprême du Royaume-Uni pour le dernier délibéré qui devait déterminer qui doit contrôler ce qui représente environ 15 % des réserves de devises étrangères du Venezuela (31 tonnes d'or). "Le gouvernement britannique est clair sur le fait que Juan Guaidó a été reconnu

par le gouvernement de Sa Majesté depuis février 2019 comme le seul président légitime du Venezuela", a déclaré le ministère britannique des Affaires étrangères dans un communiqué, sans plus de précision sur la conclusion de l'affaire. Les avocats représentant la Banque centrale du Venezuela affirment que la vente de l'or permettrait de financer la lutte contre la pandémie de COVID-19 et de soutenir le système de santé.

### Les Etats-Unis prolongent jusqu'en octobre la licence qui empêche les détenteurs d'obligations de PdVSA de prendre le contrôle de Citgo.

Le département du Trésor américain a prolongé jusqu'au 21 octobre une mesure empêchant les créanciers de PdVSA de saisir des actions de la société mère du raffineur américain Citgo, filiale de la compagnie pétrolière publique vénézuélienne. PdVSA a mis en gage une participation majoritaire dans la société mère de Citgo comme garantie de son obligation 2020, qui est maintenant en défaut. Mais la raffinerie est sous le contrôle de l'opposition vénézuélienne alignée sur les États-Unis, qui a fait pression sur Washington pour empêcher les créanciers de saisir la raffinerie pour recouvrer la dette.

## Les graphiques de la semaine :

**Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :**

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
<b>BOLIVIE</b>	11,5	38.7	-7.7	5.5	-8.5	59.3	107	+7	159	-3
<b>COLOMBIE</b>	50,3	282.2	-8.2	5.1	-9.4	59.3	83	0	67	-2
<b>EQUATEUR</b>	17,3	93.07	-7.5	2.5	-8.9	n.a	86	-1	129	-6
<b>GUYANA</b>	0,782	6.8	43.3	16.3	-5.6	36.9	122	-1	134	0
<b>PEROU</b>	32,5	188.4	-11.1	8.4	-9.4	21.9	79	+3	76	-8
<b>SURINAME</b>	0,581	2.8	-13.4	0.6	-13.9	n.a	97	+1	162	+3
<b>VENEZUELA</b>	27.9	n.a	-30	-10	n.a	n.a	113	-20	188	0
<b>ARGENTINE</b>	45.3	382.7	-9.9	5.8	-11.4	n.a	46	+2	126	-7
<b>BRESIL</b>	211.4	1312.6	-4	3.6	-16.7	68.5	84	-5	124	-15
<b>CHILI</b>	19.4	245.4	-5.8	6.1	-8.7	14.6	43	-1	59	-3
<b>MEXIQUE</b>	128.9	1133.2	-8.2	5	-5.8	56.7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)